

AVERTISSEMENT

Depuis 1997, Ciclic recense chaque année la liste des projets soutenus par les collectivités territoriales françaises.

Depuis 2003, ces données sont mises à disposition intégralement sur le site Internet de Ciclic¹.

C'est à partir de cette base d'informations collectées auprès des Régions, Départements et Villes que nous traçons dans les pages suivantes les tendances des politiques territoriales.

Il convient de noter que ce guide, dont la collecte des informations a été arrêtée au 4 février 2013, n'a pas pu prendre en compte la Martinique, cette collectivité ne nous ayant pas transmis ses données. Par ailleurs, la Région Franche-Comté a suspendu son fonds d'aide en 2013 : elle apparaît dans ces synthèses au titre de 2012, mais pas dans les pages des règlements.

GENRE DES PROJETS

CINÉMA

Long métrage	LM ANIM	long métrage d'animation
	LM DOC	long métrage documentaire
	LM F	long métrage de fiction
Court métrage	CM ANIM	court métrage d'animation
	CM DOC	court métrage documentaire, essai, vidéo-art
	CM F	court métrage de fiction

AUDIOVISUEL

Fiction télévisée	F-TV U	fiction télévisée, unitaire
	F-TV S	fiction télévisée, série
Documentaire	DOC U	documentaire et recreation de spectacle vivant, unitaire
	DOC S	documentaire, série
Animation	ANIM U	animation, unitaire
	ANIM S	animation, série
Multimédia	MMEDIA	vidéo-art, cd-rom, clip
Magazine	MAG	magazine télédiffusé
Entreprise	ENT	aide au développement d'entreprise

Les aides aux projets produits pour une diffusion internet ou aux projets transmedia ne disposaient pas de codification spécifique lors de la collecte 2012.

TYPES DE SOUTIEN

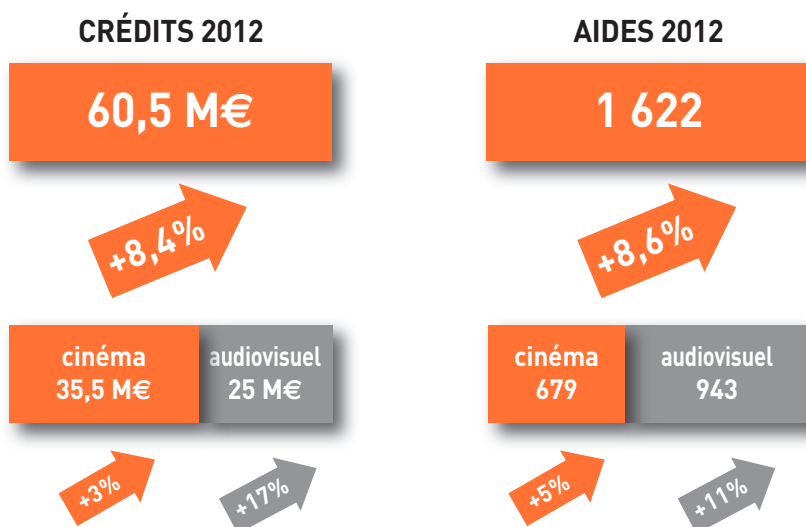
EC-DEV	écriture, développement, pilote
PROD	production
POST-P	postproduction, aide à la création de musique originale

1. www.ciclic.fr/ressources/le-guide-2013/base-des-projets-soutenus

TENDANCES GLOBALES 2012

L'ensemble de ces analyses sont disponibles en pdf sur www.ciclic.fr

Les crédits recensés ici prennent en compte le cofinancement des fonds d'aides territoriaux avec le CNC, via les conventions signées entre l'Etat et la plupart des collectivités. Voir p. 311.



Après avoir connu une stabilisation en 2010, puis une légère augmentation en 2011, les crédits consacrés aux œuvres cinématographiques et audiovisuelles sont en hausse marquée pour cette année 2012. Le nombre d'aides évolue proportionnellement aux crédits, cette hausse s'expliquant notamment par l'augmentation des financements croisés de plusieurs collectivités d'un même territoire géographique sur la même œuvre (+29%) : 211 œuvres ont bénéficié de deux, voire trois ou quatre aides, de collectivités différentes ou à des étapes différentes.

La hausse est notablement forte sur les crédits apportés au secteur audiovisuel. Elle s'explique en particulier par l'augmentation des crédits de nombreuses collectivités en faveur des documentaires.

58% des crédits ont été attribués à des projets cinématographiques et 42% à des projets audiovisuels. Au fil des années, les crédits audiovisuels gagnent du terrain puisqu'ils totalisaient 38% des crédits en 2002.

Si l'on examine le nombre d'aides accordées, cette proportion s'inverse avec 42% des aides attribuées à des projets cinématographiques, et 58% à des projets audiovisuels ; ces rapports inversés sont liés aux moyennes d'aide qui sont supérieures sur les projets cinéma.

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES 2012

45 collectivités sont intervenues sur les politiques d'aides au cinéma et à l'audiovisuel en 2012 :

26 Régions, 17 Départements, 1 Communauté urbaine et 1 Ville. Ces 45 collectivités s'articulent autour de 26 territoires géographiques différents.

Une nouvelle collectivité a initié un fonds d'aide en 2012 : la Guyane.

NB : 44 collectivités sont recensées dans ces synthèses, la Martinique ne nous ayant pas communiqué la liste des projets qu'elle a soutenus en 2012.

PROGRESSIONS

Les chiffres analysés dans ces tendances sont ceux engagés par les collectivités sur l'année 2012.



33 collectivités ont maintenu ou augmenté leurs crédits en 2012, avec une moyenne de +27%. Parmi celles-ci, 10 collectivités affichent des crédits en hausse de +20%, dont deux fonds d'aide créés en 2011 (la Réunion +125% et les Pyrénées Atlantiques +39%) et deux autres en 2005 (la Guadeloupe +51% et le Languedoc-Roussillon +24%). Dix autres collectivités, pour la plupart des fonds initiés depuis une quinzaine d'années, connaissent des hausses entre 10 et 20%.

11 collectivités sont intervenues avec des crédits en baisse, en moyenne de 42%.

La Guyane, nouvelle venue en 2012, est comptée en progression.

NB : les replis de crédits jusqu'à -3% ont été comptabilisés dans la stabilité, considérant que ce type de recul tient davantage de la réalité des décisions de chiffrages des collectivités concernées que d'une baisse du fonds d'aide.

COFINANCEMENT COLLECTIVITÉS TERRITORIALES/ÉTAT

Le CNC et la plupart des collectivités impliquées dans le soutien au cinéma et à l'audiovisuel signent une convention de partenariat et de développement qui encadre leurs objectifs et financements respectifs. En 2012, les collectivités se sont impliquées à hauteur de 45,1 M€. Le CNC s'est engagé au versement de 15,4 M€*, en accompagnement direct des politiques de ces territoires sur le Titre I des conventions, soit l'écriture et la production cinématographiques et audiovisuelles. Cette participation de l'Etat représente 25% des crédits engagés en 2012.

En 2012, 39 collectivités ont signé des conventions avec l'Etat via le CNC. (voir le détail p. 311)

Par ailleurs, 6 Départements interviennent en faveur du cinéma et de l'audiovisuel sans la participation du CNC.

*15,4 M€ est le montant négocié pour l'ensemble des conventions, et ajusté à posteriori en fonction des soutiens effectivement attribués par chaque collectivité, selon les conditions-cadres posées par le CNC.

UN DÉVELOPPEMENT SOUTENU DEPUIS 15 ANS

En 1997, alors que les tous premiers fonds de soutien fêtaient leurs 10 ans, les crédits consacrés par 23 collectivités aux politiques de production cinématographique et audiovisuelle s'élevaient à 6,2 M€. Quinze ans plus tard, les budgets ont été multipliés par 10, et ce sont désormais 45 collectivités qui se sont engagées dans ces soutiens.

	1997	2002	2007	2012
Crédits engagés (en M€) CNC + collectivités	6,2	17,7	52,5	60,5
Nombre d'aides accordées	267	856	1 585	1 622
Nombre de collectivités actives	23	35	38	45*

* Dont la Martinique qui ne figure pas dans ces tendances.

DES HISTORIQUES...

Les premiers fonds d'aide ont été initiés en 1985 (Aquitaine) et 1986 (Midi-Pyrénées), quand d'autres ont lancé leurs premiers soutiens en 2005 (Basse-Normandie, Languedoc-Roussillon, Guadeloupe). Une nouvelle collectivité est intervenue en 2012 : la Guyane. La Région Franche-Comté, qui soutenait le secteur depuis 1993, a décidé de suspendre son fonds d'aide pour l'année 2013.

...ET DES PROFILS

31 collectivités sur les 44 recensées gèrent et attribuent administrativement les aides, dans le cadre d'une mission ou d'un secteur au sein de leur direction de la Culture.

Pour six collectivités, le fonds d'aide est géré au sein d'une structure extérieure :

- deux associations gèrent le fonds pour le compte de leur Région : Pictanovo pour le Nord-Pas de Calais et le Pôle Image Haute-Normandie,
- deux associations gèrent des fonds spécifiques : Agence culturelle d'Alsace, Arcadi en Île-de-France,
- une société anonyme : Rhône Alpes Cinéma,
- un établissement public de coopération culturelle : Ciclic en Région Centre.

Sept collectivités gèrent le fonds d'aide en interne, tout en s'appuyant sur des structures extérieures spécialisées dans le secteur : Ecla Aquitaine, ORCCA en Champagne-Ardenne, Maison de l'image Basse-Normandie, Agence Film Réunion, Citia en Haute-Savoie, Magelis en Charente, Cinémas 93 et Périphérie en Seine-Saint-Denis.

Ces structures sont présentées, région par région, dans la partie règlements de ce guide.

GENRES ET ÉTAPES D'AIDE

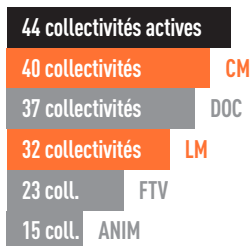
La quasi-totalité des collectivités intervient à l'étape de la production, mais 66% sont également impliquées à l'étape-clé de l'écriture et du développement des œuvres. La plupart des collectivités n'a pas fait le choix d'une spécialisation par genre ; au fil des années, elles ont plutôt élargi le spectre de leurs interventions sur tous les genres.

Le court métrage et le documentaire, soutenus depuis l'origine des fonds d'aide au début des années 1990, sont ceux qui concernent le plus de collectivités.

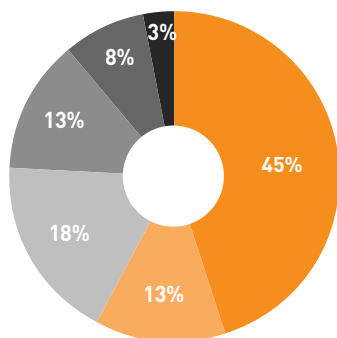
32 collectivités sont actives sur le soutien au long métrage, parmi lesquelles 18 ont aidé 3 projets et plus en 2012.

23 collectivités sont impliquées dans l'aide à la fiction télévisée, mais 7 d'entre elles n'ont accordé qu'une seule aide sur ce genre en 2012 ; les occasions de tournages de fiction télévisée ne se présentent pas fréquemment sur certains territoires.

Enfin, le soutien à l'animation est le fait de collectivités qui ont développé des compétences spécifiques sur ce domaine, que ce soient des studios, des sociétés productions ou des ressources humaines.



CRÉDITS PAR GENRES

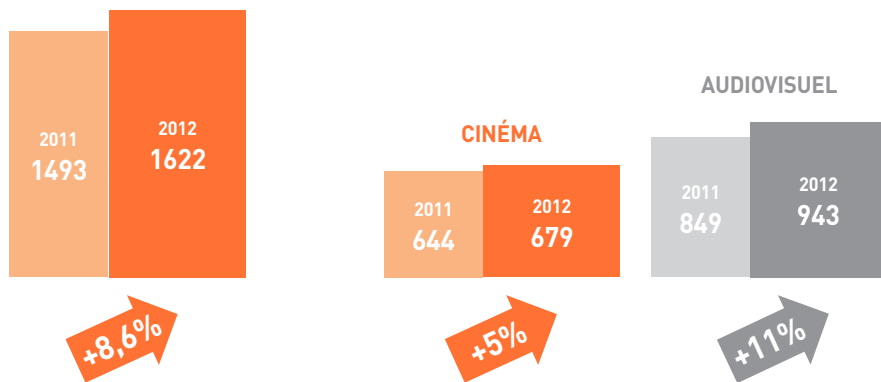


Crédits 2012 : 60,5 M€

LM	45%	27,4 M€
CM	13%	7,9 M€
DOC	18%	11 M€
F-TV	13%	8 M€
ANIM	8%	4,8 M€
Autres	3%	1,4 M€

En 2004, 55% des crédits étaient attribués au long métrage, alors que s'instauraient les conventions « 1 € du CNC pour 2 € de la collectivité » sur ce genre. Depuis, ce genre reçoit moins de 50% des crédits, mais le ratio est particulièrement bas cette année avec 45%, quand il était de 49% en 2011. La proportion des crédits votés pour le court métrage est plutôt stable sur les dix dernières années, établie autour de 12 à 13%. Entre 1998 et 2002, les crédits attribués au documentaire représentaient de l'ordre de 25% des montants globaux. Le ratio a doucement baissé jusqu'à 2011 où ils ne pesaient plus que 15%. Ils sont cette année en reprise sensible. Avant 2002, les crédits alloués à la fiction télévisée s'établissaient à moins de 10% de l'ensemble des aides. Ils ont progressé jusqu'à 18% en 2009 puis sont revenus en 2012 à un ratio identique à celui du court métrage. A contrario, le ratio en forte évolution concerne l'animation, passée de 3% des crédits en 2009 à 8% cette année.

NOMBRE D'AIDES...

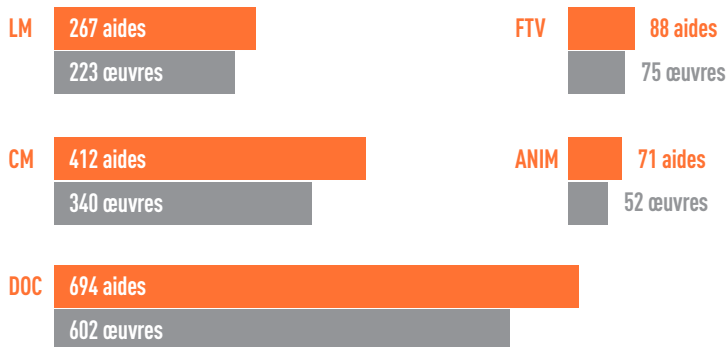


Il s'agit bien du nombre d'aides financières accordées. En 2002, c'est 856 aides qui avaient été votées : la progression du nombre d'aides attribuées en 10 ans est de 89%. La progression la plus marquée s'est faite sur le nombre d'aides à l'écriture-développement, qui a augmenté de 275% sur 10 ans, quand la quantité de soutiens à la production progressait de 70%.

... ET NOMBRE D'ŒUVRES

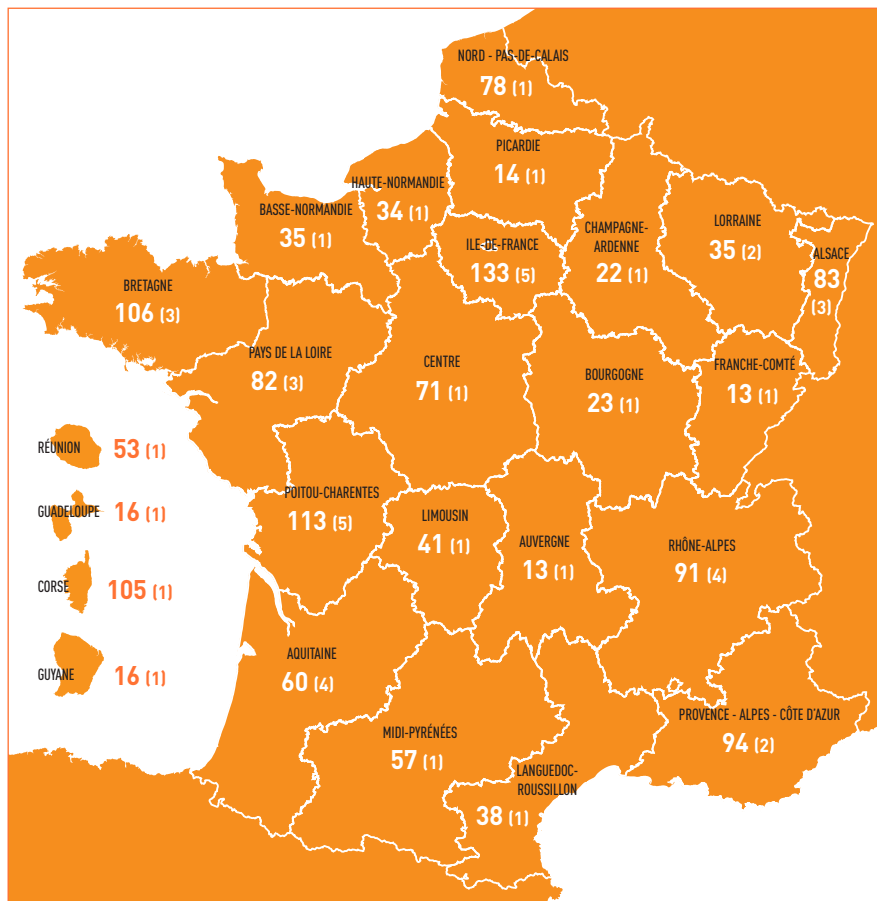
Un même projet peut, dans certaines conditions, être soutenu à différentes étapes (écriture, production) et/ou par plusieurs collectivités. Dans un certain nombre de cas, ces aides proviennent du même territoire géographique, avec notamment les financements croisés d'une Région et d'un Département sur le même projet.

Sur les 5 principaux genres, 1532 aides ont été attribuées à 1292 œuvres. Les aides aux magazines, aux œuvres multimédia et aux entreprises ne sont pas prises en compte ici.



NOMBRES D'ŒUVRES AIDÉES PAR TERRITOIRE GÉOGRAPHIQUE

La carte ci-dessous présente le nombre d'œuvres aidées en 2012 sur chaque territoire. Le nombre entre parenthèses correspond aux différentes collectivités et/ou structures agissant sur le même périmètre géographique. Dans certains cas, ces collectivités interviennent avec des financements croisés sur des projets communs.



Les 9 territoires géographiques regroupant plusieurs collectivités intervenant en 2012 :

- Alsace : Région, Agence culturelle d'Alsace, Communauté urbaine de Strasbourg
- Aquitaine : Région, Dordogne, Landes, Pyrénées-Atlantiques
- Bretagne : Région, Côtes-d'Armor, Finistère
- Île-de-France : Région, ARCAD, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Paris
- Lorraine : Région, Vosges
- Pays de la Loire : Région, Loire-Atlantique, Sarthe
- Poitou-Charentes : Région, Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne
- Provence-Alpes-Côte d'Azur : Région, Alpes-Maritimes
- Rhône-Alpes : Région, Rhône-Alpes Cinéma, Ardèche, Haute-Savoie

CRÉDITS PAR TYPE DE SOUTIEN

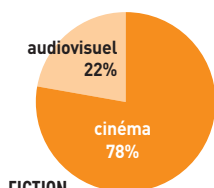
Le type de soutien rend compte de l'étape à laquelle le projet a été soutenu.



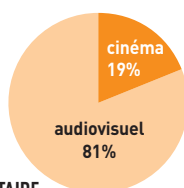
En 2012, 93% des crédits sont attribués à des projets au stade de la production. Cependant, les aides à l'écriture-développement se sont largement développées en 10 ans :

- 134 aides à l'écriture-développement étaient accordées en 2002, soit 3,8% des crédits globaux,
- 502 aides à l'écriture-développement ont été actées en 2012, soit 5% des crédits globaux.

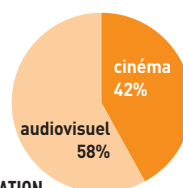
GENRES : CRÉDITS CINÉMA/AUDIOVISUEL



Cinéma : CM F + LM F
Audiovisuel : FTV U + FTV S



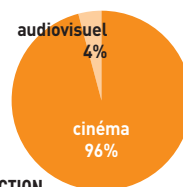
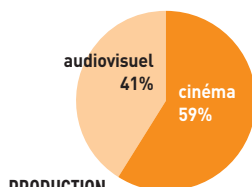
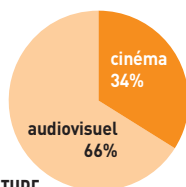
Cinéma : CM DOC + LM DOC
Audiovisuel : DOC U + DOC S



Cinéma : CM ANIM + LM ANIM
Audiovisuel : ANIM U + ANIM S

En comparant les répartitions par genre entre cinéma et audiovisuel avec les données 2006 (année de la codification dans ce guide par sous-genre), nous constatons :

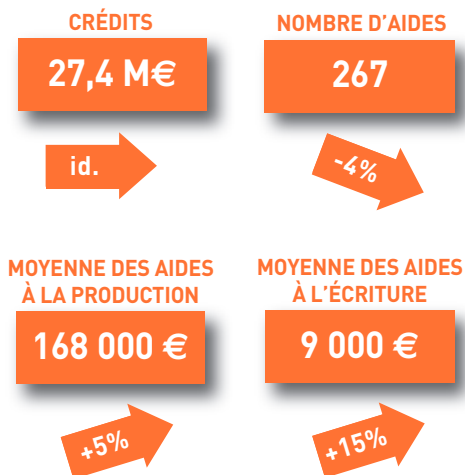
- une stabilité dans la fiction, avec toujours près de 80% des crédits sur le cinéma,
- une progression des crédits vers le cinéma documentaire,
- une progression des crédits vers le cinéma d'animation.



Les soutiens à l'écriture des collectivités sont souvent destinés prioritairement, voire exclusivement aux auteurs ou sociétés établies sur leur territoire, d'où la proportion importante des aides à l'écriture destinées à des projets audiovisuels. Les aides à la production audiovisuelle sont plus nombreuses (591 aides) que celles au cinéma (485 aides), mais les masses s'inversent au regard du montant des aides allouées. Enfin, les soutiens à la postproduction restent rares, avec au total 44 aides attribuées, très majoritairement au cinéma.

LONG MÉTRAGE

ÉVOLUTION 2011-2012

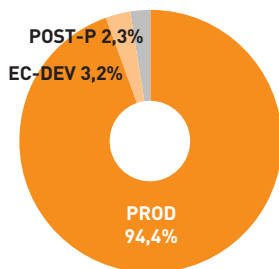


32 collectivités interviennent sur ce genre, dont une nouvelle venue, la Guyane, qui a initié son fonds d'aide en 2012. La Picardie n'a plus soutenu de long métrage depuis 2009.

Ces 267 aides ont été attribuées à 223 œuvres.

En 10 ans, les crédits ont été multipliés par 3,5 et le nombre d'aide par trois. La moyenne d'aide à la production a augmenté de 22 000 €, et la moyenne d'aide à l'écriture de 2 400 €.

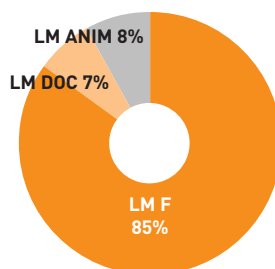
CRÉDITS PAR TYPE D'AIDE



PROD : 25,9 M€ / 154 aides
 EC-DEV : 0,9 M€ / 98 aides
 POST-P : 0,6 M€ / 15 aides

Sur 10 ans, les crédits à l'écriture-développement sont ceux qui ont le plus augmenté : ils ont été multipliés par 3,5 (0,2 M€ pour 37 aides en 2002).

CRÉDITS PAR SOUS-GENRES



LM F : 23,4 M€
 LM ANIM : 2,1 M€
 LM DOC : 1,9 M€

En 5 ans, les crédits au long métrage documentaire ont progressé de 42%, les crédits au long métrage d'animation de 30%, et les crédits au long métrage de fiction de 6%.

TOP 5 AIDES À LA PRODUCTION

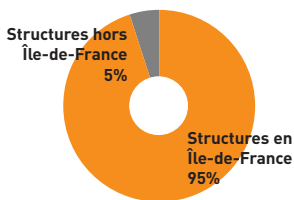
Les 5 fonds d'aide dont les crédits à la production dépassent 1 M€ en 2012 :

ÎLE-DE-FRANCE	10 308 000 €
RHÔNE-ALPES CINÉMA	3 230 000 €
PACA	1 850 000 €
AQUITAINE	1 140 000 €
RÉUNION	1 092 491 €

La Réunion, collectivité active depuis 2011, a investi 1,1 M€ en progression de 264%. La Bretagne poursuit un mouvement de hausse amorcé en 2008 avec +16% sur la production long métrage. Les crédits de l'Aquitaine ont été multipliés par 2 depuis 2008 et de 10% sur un an. La Région Pays de la Loire connaît une hausse de 200% sur 2012. Languedoc-Roussillon, après plusieurs années de baisse, retrouve son niveau de crédits de 2008 avec 0,8 M€, soit une progression de 204%.

Les crédits de la Corse sont en baisse de 78%. Les fonds d'aides associés du territoire Poitou-Charentes (1,6 M€ au long métrage en 2010, et 0,7 M€ en 2012), diminuent de 39%. Les crédits de Midi-Pyrénées baissent depuis 2010, avec un recul de 54% en un an.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE



Crédits PROD LM attribués à des structures établies dans quatre départements d'Île-de-France : 25,7 M€.

Crédits PROD LM attribués à des structures établies hors Île-de-France (dans 20 départements) : 1,5 M€.

En 2011, une proportion de 12% des crédits avait été attribuée à des sociétés hors Île-de-France. La proportion 2012 revient à celle des années précédentes.

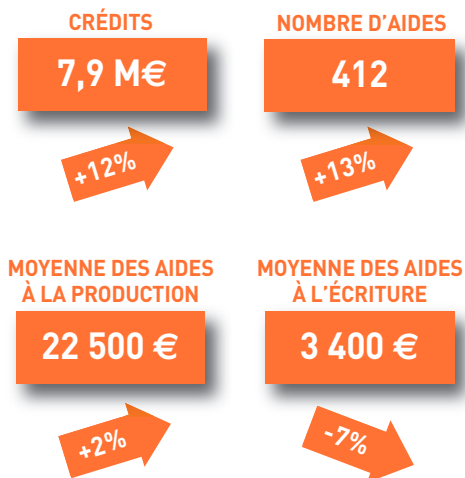
MOYENNE DES SOUTIENS

Classement par moyenne des soutiens à la production (colonne de droite, le nombre d'aides accordées).

RÉUNION	364 164 €	3
ÎLE-DE-FRANCE	355 448 €	29
RHÔNE-ALPES CINÉMA	323 000 €	10
CENTRE	191 250 €	4
GUADELOUPE	190 000 €	2
Moyenne des collectivités	168 000 €	
HAUTE-NORMANDIE	150 000 €	2
CORSE	150 000 €	1
BOURGOGNE	150 000 €	2
AQUITAINE	142 500 €	8
NORD - PAS-DE-CALAIS	138 571 €	7
BRETAGNE	115 714 €	7
PACA	115 625 €	16
LANGUEDOC-ROUSSILLON	108 571 €	7
LORRAINE	100 000 €	3
Alpes-Maritimes	100 000 €	2
LIMOUSIN	93 333 €	6
PAYS DE LA LOIRE	87 750 €	8
Charente	81 500 €	2
Pyrénées-Atlantiques	80 000 €	2
MIDI-PYRÉNÉES	61 400 €	5
AUVERGNE	60 000 €	3
ALSACE	58 000 €	5
POITOU-CHARENTES	57 833 €	6
CHAMPAGNE-ARDENNE	52 100 €	2
Charente-Maritime	50 000 €	3
Strasbourg	49 167 €	6
GUYANE	30 000 €	1
FRANCHE-COMTE	30 000 €	1
Vienne	25 000 €	1

COURT MÉTRAGE

ÉVOLUTION 2011-2012

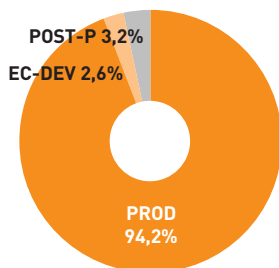


40 collectivités interviennent sur ce genre, soit une de plus qu'en 2011. La Guyane est une nouvelle entrante sur ce genre. Les Deux-Sèvres qui n'avaient pas soutenu le court métrage depuis 2008, ont attribué 4 aides. Les Vosges n'ont pas soutenu ce genre cette année.

Ces 412 aides ont été allouées à 340 œuvres.

En 10 ans, les crédits ont été multipliés par 3 et le nombre d'aide par 1,7. La moyenne d'aide à la production a augmenté de 11 000 € et la moyenne d'aide à l'écriture de 1 500 €.

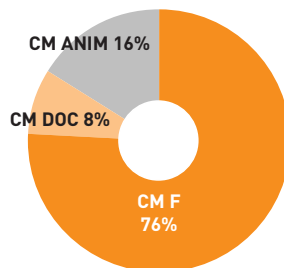
CRÉDITS PAR TYPE D'AIDE



PROD : 7,5 M€ / 331 aides
EC-DEV : 0,2 M€ / 61 aides
POST-P : 0,2 M€ / 20 aides

Les crédits pour l'écriture-développement ont été multipliés par 7 en 10 ans. Les aides à la postproduction n'ont été initiées qu'en 2005 et restent rares, avec 20 aides en 2012. Les soutiens à la production ont été multipliés par 3 sur cette décennie.

CRÉDITS PAR SOUS-GENRES



CM F : 6 M€
CM ANIM : 1,2 M€
CM DOC : 0,7 M€

En 5 ans, les crédits au court métrage d'animation ont progressé de 58%, les crédits au court métrage documentaire de 45% et les crédits au court métrage de fiction de 27%.

TOP 5 AIDES À LA PRODUCTION

Les 5 fonds d'aide dont les crédits à la production dépassent 0,4 M€ en 2012 :

CORSE	565 500 €
BRETAGNE	537 000 €
CENTRE	489 000 €
PAYS DE LA LOIRE	459 000 €
AQUITAINE	410 000 €

Si l'on regroupe les crédits des collectivités situées dans les 3 territoires géographiques suivants, les crédits à la production court métrage sont plus élevés¹ :

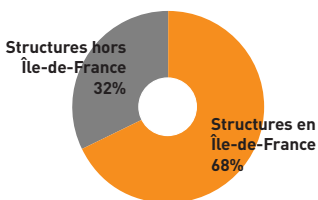
BRETAGNE (3 collectivités)	727 000 €
POITOU-CHARENTES (5 collectivités)	614 000 €
AQUITAINE (4 collectivités)	516 000 €

En 2012, plusieurs collectivités ont fortement augmenté leurs crédits : la Corse augmente son fonds de 66%, l'Alsace +35%, le Languedoc-Roussillon +38%, PACA +32%, le Val-de-Marne +464%, le Finistère +87%, les Côtes d'Armor +54%. Après 3 années de baisse, 3 collectivités repartent à la hausse : l'Auvergne +123%, la Région Poitou-Charentes +84% et la Picardie +43%.

Après une forte hausse en 2011 (+32%), la Bretagne est en recul de 17%. La Réunion a divisé son budget par 8 depuis 2009. Le Nord-Pas-de-Calais baisse de 16% et les Pays de la Loire de 13%.

1. Les aides croisées de ces territoires ne convergent pas forcément vers des projets communs.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE



Crédits PROD CM à des structures établies dans cinq départements d'Île-de-France : 5,3 M€. Crédits PROD CM à des structures hors Île-de-France (dans 31 départements) : 2,5 M€.

Cette proportion reste stable ces trois dernières années.

MOYENNE DES SOUTIENS

Classement par moyenne des soutiens à la production (colonne de droite, le nombre d'aides accordées).

Pour certaines collectivités dont la moyenne est en bas de classement, les aides sont souvent croisées avec d'autres collectivités du même territoire.

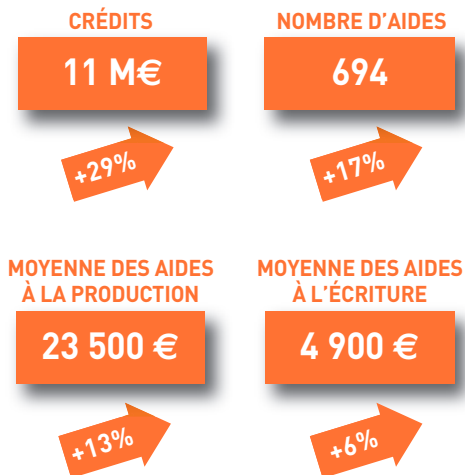
CENTRE	34 929 €	14
LIMOUSIN	31 111 €	9
CHAMPAGNE-ARDENNE	30 020 €	10
FRANCHE-COMTE	30 000 €	5
RHONE-ALPES	30 000 €	11
BRETAGNE	29 833 €	18
CORSE	28 275 €	20
HAUTE-NORMANDIE	27 667 €	12
AUVERGNE	27 143 €	7
NORD - PAS-DE-CALAIS	26 750 €	8
LANGUEDOC-ROUSSILLON	26 444 €	9
PICARDIE	26 125 €	8
LORRAINE	26 000 €	5
BASSE-NORMANDIE	25 714 €	7
Val-de-Marne	25 133 €	6
PAYS DE LA LOIRE	24 158 €	19
BOURGOGNE	24 000 €	5
RÉUNION	23 000 €	1
AQUITAINE	22 778 €	18

Moyenne des collectivités 22 500 €

GUADELOUPE	20 000 €	2
GUYANE	20 000 €	1
Paris	20 000 €	11
ALSACE	19 875 €	8
Seine-Saint-Denis	16 889 €	9
PACA	16 842 €	19
MIDI-PYRÉNÉES	16 364 €	11
Charente	16 357 €	7
Landes	16 333 €	6
Strasbourg	15 500 €	6
Pyrénées-Atlantiques	15 333 €	3
Finistère	15 000 €	10
Vienne	13 800 €	5
POITOU-CHARENTES	13 543 €	23
Charente-Maritime	12 667 €	6
Deux-Sèvres	10 750 €	4
Agence culturelle d'Alsace	10 200 €	2
Côtes-d'Armor	8 000 €	5
Dordogne	8 000 €	1

DOCUMENTAIRE

ÉVOLUTION 2011-2012

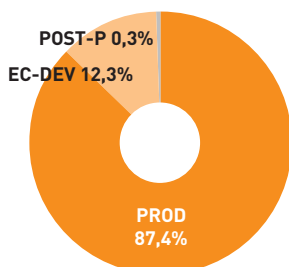


37 collectivités interviennent sur le documentaire, soit 2 de plus qu'en 2011 (la Guyane et les Pyrénées-Atlantiques). Les augmentations nettes sur ce genre en 2012, sont liées à la hausse des crédits pour 25 collectivités.

Ces 694 aides ont été attribuées à 602 œuvres.

En 10 ans, les crédits ont été multipliés par 3 et le nombre d'aides par 2. La moyenne d'aide à la production a augmenté de 12 200 €, et la moyenne d'aide à l'écriture de 800 €.

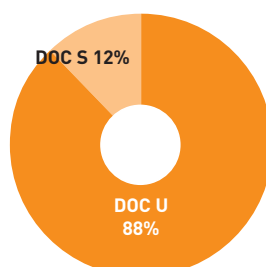
CRÉDITS PAR TYPE D'AIDE



PROD : 9,6 M€ / 410 aides
 EC-DEV : 1,37 M€ / 276 aides
 POST-P : 0,03 M€ / 8 aides

Le documentaire est le seul genre où les crédits à l'écriture-développement représentent plus de 10% des sommes investies et 40% du total des aides. En 10 ans, les crédits en faveur de l'écriture ont été multipliés par 5,4 (par 3 pour la production).

CRÉDITS PAR SOUS-GENRES



DOC U : 9,7 M€
 DOC S : 1,3 M€

La proportion des crédits attribués entre les unitaires et les séries est quasiment stable d'année en année.

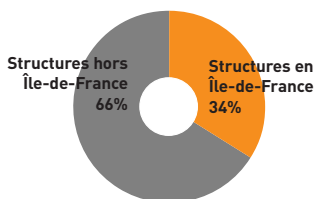
TOP 5 AIDES À LA PRODUCTION

Les 5 fonds d'aide dont les crédits à la production dépassent 0,5 M€ en 2012 :

CORSE	1 302 750 €
ÎLE-DE-FRANCE	1 206 000 €
RHÔNE-ALPES	627 000 €
BRETAGNE	617 000 €
STRASBOURG	534 000 €

La Corse, en augmentation de 105%, se place en tête : ses crédits 2010 et 2011 avaient été divisés par deux au regard des crédits 2009. Les crédits bretons avaient baissé ces dernières années : ils augmentent de 46% en un an. L'Alsace, à +18%, est en progression depuis 2008. La Haute-Normandie, en hausse depuis deux ans, affiche une croissance de +24% sur un an. D'autres collectivités sont en hausse : la Champagne-Ardenne +494%. Languedoc-Roussillon +66%, Midi-Pyrénées +60%, Nord-Pas-de-Calais +55%, Pays de la Loire +42%, Poitou-Charentes +42%, Réunion +29%, Ile-de-France +16%. Une Ville se place dans ce classement, Strasbourg, en hausse de +33%. La Région Centre est en baisse de 26%.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE



Crédits PROD DOC attribués à des structures établies dans 5 départements d'Île-de-France : 3,6 M€.

Crédits PROD DOC à des structures hors Île-de-France (dans 46 départements) : 7,1 M€.

La proportion des crédits attribués hors Île-de-France est la plus basse depuis 2009.

MOYENNE DES SOUTIENS

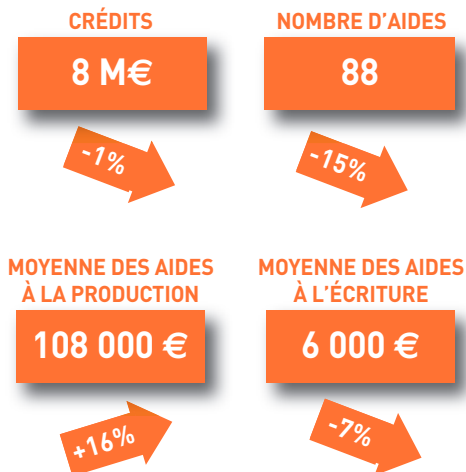
Classement par moyenne des soutiens à la production (colonne de droite, le nombre d'aides accordées).

ÎLE-DE-FRANCE	63 474 €	19
GUADELOUPE	36 667 €	3
CORSE	35 209 €	37
GUYANE	30 000 €	4
BRETAGNE	26 826 €	23
LANGUEDOC-ROUSSILLON	26 500 €	10
RÉUNION	26 441 €	8
HAUTE-NORMANDIE	26 400 €	10
CHAMPAGNE-ARDENNE	24 778 €	9
ALSACE	24 737 €	19

Moyenne des collectivités	23 500 €	
AQUITAINE	23 462 €	13
BOURGOGNE	23 125 €	8
RHÔNE-ALPES	22 393 €	28
LIMOUSIN	22 267 €	15
FRANCHE-COMTÉ	22 143 €	7
LORRAINE	21 545 €	11
PAYS DE LA LOIRE	21 400 €	15
BASSE-NORMANDIE	21 111 €	9
NORD - PAS-DE-CALAIS	20 455 €	22
Strasbourg	19 778 €	27
AUVERGNE	18 333 €	3
MIDI-PYRÉNÉES	18 273 €	22
Val-de-Marne	18 075 €	4
PACA	17 313 €	16
PICARDIE	16 667 €	3
Charente	15 000 €	1
Pyrénées-Atlantiques	15 000 €	2
CENTRE	12 409 €	22
Côtes-d'Armor	11 429 €	7
Charente-Maritime	8 750 €	8
Vosges	8 000 €	1
POITOU-CHARENTES	7 821 €	14
Vienne	7 167 €	3
Dordogne	6 333 €	3
Ardèche	6 250 €	4

FICTION TÉLÉVISÉE

ÉVOLUTION 2011-2012

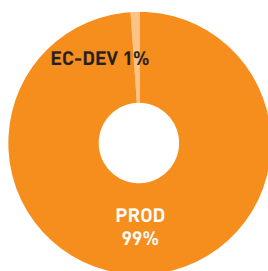


23 collectivités interviennent sur ce genre, soit 2 de moins qu'en 2011. La moitié des collectivités ne soutiennent pas la fiction télévisée tous les ans : 3 ont soutenu des projets cette année mais pas en 2011 ; 8 collectivités l'avaient soutenu en 2011 et pas en 2012. La Champagne-Ardenne, les Pyrénées-Atlantiques et la Guyane sont intervenues pour la première fois sur ce genre en 2012.

Ces 88 aides ont été attribuées à 75 œuvres.

En 10 ans, les crédits ont été multipliés par 4 et le nombre d'aides par 3,4. La moyenne d'aide à la production a augmenté de 21 500 €.

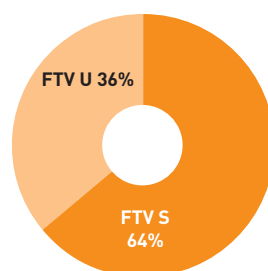
CRÉDITS PAR TYPE D'AIDE



PROD FTV : 8 M€ / 74 aides
 EC-DEV FTV : 0,08 M€ / 13 aides
 POST-P FTV : 0,003 M€ / 1 aide

Les collectivités ne soutiennent que très rarement l'écriture de fictions télévisées.

CRÉDITS PAR SOUS-GENRES



FTV S : 5,1 M€
 FTV U : 2,9 M€

La proportion dévolue aux séries est particulièrement forte en 2012 : le rapport était à l'équilibre entre unitaires et séries sur 2010 et 2011.

TOP 5 AIDES À LA PRODUCTION

Les 5 fonds d'aide dont les crédits à la production dépassent 0,5 M€ en 2012 :

RÉUNION	1 346 000 €
ÎLE-DE-FRANCE	1 005 000 €
NORD - PAS-DE-CALAIS	835 000 €
PACA	830 000 €
GUADELOUPE	500 000 €

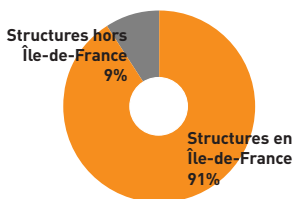
Les crédits regroupés de la Région Poitou-Charentes, de la Charente et de la Charente-Maritime atteignent 605 000 €.

Dans un mouvement général de baisse, quelques collectivités engagent des hausses de crédits : Midi-Pyrénées +155%, la Réunion +136%, Région PACA +57%, et Rhône-Alpes +18%.

La Bretagne est en augmentation de 224%, après avoir peu investi sur ce genre en 2011. Le Nord-Pas-de-Calais retrouve le niveau des investissements 2008, avec une augmentation de 43%.

Parmi les baisses : l'Île-de-France, dans le top 5, mais avec des crédits à -33%, le Limousin -33%, l'Aquitaine -27%, Poitou-Charentes -50% et le Languedoc-Roussillon -78%.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE



Crédits PROD FTV à des structures établies dans cinq départements d'Île-de-France : 6,8 M€.

Crédits PROD FTV à des structures hors Île-de-France (dans 8 départements) : 0,7 M€. Comme le long métrage, la fiction télévisée est très majoritairement portée par des sociétés franciliennes. Cependant, le pourcentage des crédits alloués à des structures établies hors Île-de-France est passé de 5% en 2009 à 9% cette année.

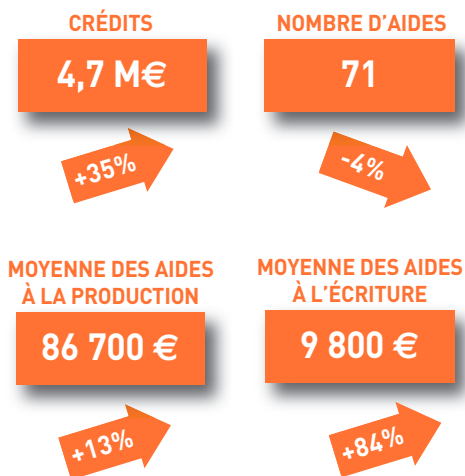
MOYENNE DES SOUTIENS

Classement par moyenne des soutiens à la production (colonne de droite, le nombre d'aides accordées).

GUADELOUPE	500 000 €	1
LIMOUSIN	300 000 €	1
RÉUNION	269 200 €	5
ÎLE-DE-FRANCE	167 500 €	6
CORSE	119 900 €	2
HAUTE-NORMANDIE	108 500 €	2
Moyenne des collectivités	108 000 €	
NORD - PAS-DE-CALAIS	104 375 €	8
MIDI-PYRÉNÉES	102 000 €	3
RHÔNE-ALPES	99 000 €	5
AQUITAINE	95 000 €	4
CENTRE	87 500 €	4
BOURGOGNE	82 500 €	2
BRETAGNE	81 000 €	2
Pyrénées-Atlantiques	75 000 €	1
LANGUEDOC-ROUSSILLON	65 000 €	2
PACA	63 846 €	13
Charente-Maritime	56 667 €	3
Charente	51 667 €	3
POITOU-CHARENTES	46 667 €	6
CHAMPAGNE-ARDENNE	40 000 €	1

ANIMATION

ÉVOLUTION 2011-2012

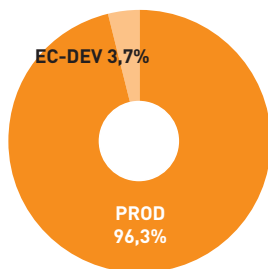


15 collectivités interviennent sur ce genre, de même qu'en 2011, mais avec une liste modifiée : les projets audiovisuels d'animation étant soutenus occasionnellement par certaines collectivités.

Ces 71 aides ont été attribuées à 52 œuvres.

En 10 ans, les crédits ont été multipliés par 8 et le nombre d'aides par 1,8. La moyenne d'aide à la production a augmenté de 70 000 €, celle-ci dépendant pour beaucoup du format des séries. La moyenne du soutien à l'écriture-développement a augmenté de 3 700 euros sur la décennie.

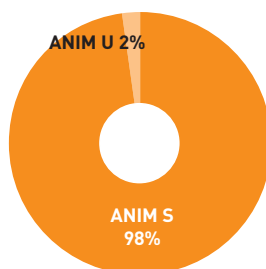
CRÉDITS PAR TYPE D'AIDE



PROD ANIM : 4,5 M€ / 53 aides
EC-DEV ANIM : 0,2 M€ / 18 aides

En 2009 et 2010, la proportion des crédits alloués à l'écriture-développement avait atteint respectivement 11% et 15%, avant de revenir à un taux de 4,5% en 2011.

CRÉDITS PAR SOUS-GENRES



ANIM S : 4,6 M€
ANIM U : 0,1 M€

Conformément aux pratiques professionnelles sur ce genre, l'animation audiovisuelle est plutôt l'objet de formats courts produits en séries.

TOP 5 AIDES À LA PRODUCTION

Les 5 fonds d'aide dont les crédits à la production se dégagent nettement en 2012 :

CHARENTE	1 100 000 €
POITOU-CHARENTES	1 005 000 €
ÎLE-DE-FRANCE	760 000 €
NORD - PAS-DE-CALAIS	435 000 €
RHÔNE-ALPES	415 000 €

La Région Poitou-Charentes a renforcé son implication sur l'animation avec une hausse de 128% des crédits, de même que la Charente avec + 46%.

Quatre autres collectivités sont en hausse : Midi-Pyrénées +104%, Languedoc-Roussillon +30%, Nord-Pas-de-Calais et Île-de-France +9%.

L'Alsace et Strasbourg, ainsi que l'Aquitaine n'étaient pas intervenues sur des projets d'animation audiovisuels depuis quelques années et ont soutenu ce genre en 2012.

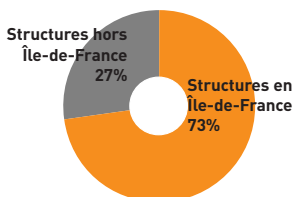
Les crédits de la Bretagne sont en baisse de 32% par rapport à 2012.

MOYENNE DES SOUTIENS

Classement par moyenne des soutiens à la production (colonne de droite, le nombre d'aides accordées).

ÎLE-DE-FRANCE	380 000 €	2
Haute-Savoie	112 500 €	2
NORD - PAS-DE-CALAIS	108 750 €	4
LANGUEDOC-ROUSSILLON	100 000 €	1
PACA	100 000 €	1
Charente	84 615 €	13
POITOU-CHARENTES	77 308 €	13
MIDI-PYRÉNÉES	70 500 €	2
RHÔNE-ALPES	69 167 €	6
AQUITAINE	47 500 €	2
BRETAGNE	42 500 €	2
ALSACE	30 000 €	2
Strasbourg	29 000 €	2
CENTRE	15 000 €	1

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE



Crédits PROD ANIM attribués à des structures établies dans trois départements d'Île-de-France : 3,5 M€.

Crédits PROD ANIM attribués à des structures hors Île-de-France (dans 11 départements) : 1,3 M€.

La proportion des crédits en faveur des structures établies hors Île-de-France a tendance à baisser ces deux dernières années.

CONVENTIONS 2012

Bilan en euros des interventions des collectivités, du CNC et des DRAC dans les conventions. Source : CNC

Titres I, II et III des conventions 2012	Titre I Création, production cinéma et audiovisuel, accueil de tournages			Titre II : Education artistique et diffusion culturelle Titre III : Aide aux salles de cinéma		
	Total collectivités	Total CNC	Total Titre I	Total collectivités	Total DRAC+CNC	Total Titre II et III
ALSACE	901 422	350 000	1 251 422	1 059 344	276 891	1 336 235
Strasbourg	628 400	266 500	894 900	-	-	-
AQUITAINE	1 966 500	770 000	2 736 500	1 329 500	866 654	2 196 154
Landes	100 000	50 000	150 000	219 700	-	219 700
Pyrénées-Atlantiques	180 000	60 000	240 000	178 562	-	178 562
AUVERGNE	425 000	150 000	575 000	589 900	570 380	1 160 280
BOURGOGNE	676 000	266 000	942 000	521 000	119 700	640 700
BRETAGNE	1 814 193	670 000	2 484 193	2 809 000	399 100	3 208 100
Côtes d'Armor	123 500	-	123 500	299 000	-	299 000
Finistère	100 000	50 000	150 000	464 452	-	464 452
CENTRE	1 750 000	600 000	2 350 000	1 205 700	469 950	1 675 650
CHAMPAGNE-ARDENNE	297 000	105 000	402 000	482 471	114 056	596 527
CORSE	2 030 000	700 000	2 730 000	74 174	20 000	94 174
FRANCHE-COMTÉ	346 600	123 400	470 000	510 000	201 960	711 960
GUADELOUPE	817 140	283 360	1 100 500	490 000	108 720	598 720
GUYANE	135 000	60 000	195 000	15 000	32 333	47 333
ÎLE-DE-FRANCE	12 000 000	2 000 000	14 000 000	5 336 000	899 100	6 235 100
Seine-Saint-Denis	140 000	50 000	190 000	1 673 100	-	1 673 100
Paris	180 000	90 000	270 000	3 164 955	325 000	3 489 955
LANGUEDOC-ROUSS.	1 373 000	465 000	1 838 000	939 500	866 943	1 806 443
LIMOUSIN	1 291 000	500 000	1 791 000	519 032	295 507	814 539
LORRAINE	714 000	259 000	973 000	612 500	177 923	790 423
MARTINIQUE	670 000	281 500	951 500	130 000	120 230	250 230
MIDI-PYRÉNÉES	1 142 680	415 000	1 557 680	757 640	882 180	1 639 820
NORD-PAS DE CALAIS	2 664 815	910 000	3 574 815	1 168 000	378 500	1 546 500
BASSE-NORMANDIE	480 000	150 000	630 000	437 554	257 225	694 779
HAUTE-NORMANDIE	880 000	350 000	1 230 000	325 000	394 187	719 187
PAYS DE LA LOIRE	1 208 000	465 000	1 673 000	839 000	512 856	1 351 856
PICARDIE	326 000	110 000	436 000	917 000	392 000	1 309 000
POITOU-CHARENTES	1 485 000	660 000	2 145 000	710 520	430 900	1 141 420
Charente	1 261 350	538 650	1 800 000	-	-	-
Charente-Maritime	397 700	172 300	570 000	-	-	-
Deux-Sèvres	100 000	-	100 000	-	-	-
Vienne	100 000	44 050	144 050	-	-	-
PACA	2 544 300	1 086 700	3 631 000	2 020 500	485 230	2 505 730
Alpes-Maritimes	300 000	150 000	450 000	1 098 350	4 000	1 102 350
RÉUNION	2 302 942	461 000	2 763 942	233 728	105 000	338 728
RHÔNE-ALPES	3 818 000	1 640 000	5 458 000	5 831 000	2 237 625	8 068 625
Haute-Savoie	150 000	75 000	225 000	672 100	34 200	706 300
TOTAL	47 819 542	15 377 460	63 197 002	37 633 282	11 978 350	49 611 632

CONVENTIONS 2012

Bilan en euros des interventions des collectivités, du CNC et des DRAC dans les conventions. Source : CNC

Titres I, II et III des conventions 2012	Total des crédits des conventions en 2012		
Collectivités	Total collectivités	Total CNC-DRAC	Collectivités et CNC-DRAC
ALSACE	1 960 766	626 891	2 587 657
Strasbourg	628 400	266 500	894 900
AQUITAINE	3 296 000	1 636 654	4 932 654
Landes	319 700	50 000	369 700
Pyrénées-Atlantiques	358 562	60 000	418 562
AUVERGNE	1 014 900	720 380	1 735 280
BOURGOGNE	1 197 000	385 700	1 582 700
BRETAGNE	4 623 193	1 069 100	5 692 293
Côtes d'Armor	422 500	-	422 500
Finistère	564 452	50 000	614 452
CENTRE	2 955 700	1 069 950	4 025 650
CHAMPAGNE-ARDENNE	779 471	219 056	998 527
CORSE	2 104 174	720 000	2 824 174
FRANCHE-COMTÉ	856 600	325 360	1 181 960
GADELOUPE	1 307 140	392 080	1 699 220
GUYANE	150 000	92 333	242 333
ÎLE-DE-FRANCE	17 336 000	2 899 100	20 235 100
Seine-Saint-Denis	1 813 100	50 000	1 863 100
Paris	3 344 955	415 000	3 759 955
LANGUEDOC-ROUSS.	2 312 500	1 331 943	3 644 443
LIMOUSIN	1 810 032	795 507	2 605 539
LORRAINE	1 326 500	436 923	1 763 423
MARTINIQUE	800 000	401 730	1 201 730
MIDI-PYRÉNÉES	1 900 320	1 297 180	3 197 500
NORD-PAS DE CALAIS	3 832 815	1 288 500	5 121 315
BASSE-NORMANDIE	917 554	407 225	1 324 779
HAUTE-NORMANDIE	1 205 000	744 187	1 949 187
PAYS DE LA LOIRE	2 047 000	977 856	3 024 856
PICARDIE	1 243 000	502 000	1 745 000
POITOU-CHARENTES	2 195 520	1 090 900	3 286 420
Charente	1 261 350	538 650	1 800 000
Charente-Maritime	397 700	172 300	570 000
Deux-Sèvres	100 000	-	100 000
Vienne	100 000	44 050	144 050
PACA	4 564 800	1 571 930	6 136 730
Alpes-Maritimes	1 398 350	154 000	1 552 350
RÉUNION	2 536 670	566 000	3 102 670
RHÔNE-ALPES	9 649 000	3 877 625	13 526 625
Haute-Savoie	822 100	109 200	931 300
TOTAL	85 452 824	27 355 810	112 808 634

CONVENTIONS 2012

Engagements financiers en 2012 en euros. TITRE 1 : création, production et accueil de tournages.

Titre I des conventions 2012	Ecriture et développement (y compris nouveaux médias)			Production de court métrage		
	Collectivités	CNC	Total écriture- développement	Collectivités	CNC	Total court métrage
ALSACE	77 086	-	77 086	90 000	45 000	135 000
Strasbourg	-	-	-	80 000	40 000	120 000
AQUITAINE	181 000	-	181 000	160 000	80 000	240 000
Landes	-	-	-	100 000	50 000	150 000
Pyrénées-Atlantiques	30 000	-	30 000	25 000	12 500	37 500
AUVERGNE	-	-	-	130 000	65 000	195 000
BOURGOGNE	30 000	-	30 000	67 000	33 000	100 000
BRETAGNE	215 000	5 000	220 000	330 000	165 000	495 000
Côtes d'Armor	31 000	-	31 000	16 000	-	16 000
Finistère	-	-	-	100 000	50 000	150 000
CENTRE	243 000	20 000	263 000	300 000	150 000	450 000
CHAMPAGNE-ARD.	-	-	-	210 000	105 000	315 000
CORSE	340 000	-	340 000	300 000	150 000	450 000
FRANCHE-COMTÉ	-	-	-	80 000	40 000	120 000
GUADELOUPE	180 000	20 000	200 000	40 000	20 000	60 000
GUYANE	40 000	15 000	55 000	20 000	10 000	30 000
ÎLE-DE-FRANCE	-	-	-	-	-	-
Seine-Saint-Denis	-	-	-	140 000	50 000	190 000
Paris	-	-	-	180 000	90 000	270 000
LANGUEDOC-ROUS.	191 000	-	191 000	113 000	57 000	170 000
LIMOUSIN	41 000	-	41 000	180 000	90 000	270 000
LORRAINE	60 000	-	60 000	67 000	33 000	100 000
MARTINIQUE	87 000	10 000	97 000	93 000	46 500	139 500
MIDI-PYRÉNÉES	161 000	5 000	166 000	108 000	54 000	162 000
NORD-PAS DE C.	640 000	50 000	690 000	166 500	83 400	249 900
BASSE-NORMANDIE	160 000	30 000	190 000	120 000	60 000	180 000
HAUTE-NORMANDIE	83 000	-	83 000	188 000	94 000	282 000
PAYS DE LA LOIRE	105 000	-	105 000	310 000	155 000	465 000
PICARDIE	10 000	-	10 000	120 000	60 000	180 000
POITOU-CHARENTES	65 000	-	65 000	160 000	80 000	240 000
Charente	44 000	-	44 000	100 000	50 000	150 000
Charente-Maritime	14 000	-	14 000	35 350	17 650	53 000
Deux-Sèvres	10 000	-	10 000	20 000	-	20 000
Vienne	12 000	-	12 000	58 650	29 350	88 000
PACA	245 000	-	245 000	133 300	66 700	200 000
Alpes-Maritimes	-	-	-	-	-	-
RÉUNION	84 795	20 000	104 795	15 334	7 670	23 004
RHÔNE-ALPES	284 000	30 000	314 000	220 000	110 000	330 000
Haute-Savoie	-	-	-	-	-	-
TOTAL	3 663 881	205 000	3 868 881	4 576 134	2 249 770	6 825 904

CONVENTIONS 2012

Engagements financiers en 2012 en euros. TITRE 1 : création, production et accueil de tournages.

Titre I des conventions 2011	Production de long métrage			Production audiovisuelle		
	Collectivités	CNC	Total long métrage	Collectivités	CNC	Total prod. audiov.
ALSACE	200 000	100 000	300 000	430 000	205 000	635 000
Strasbourg	168 000	84 000	252 000	285 000	142 500	427 500
AQUITAINE	760 000	380 000	1 140 000	620 000	310 000	930 000
Landes	-	-	-	-	-	-
Pyrénées-Atlantiques	75 000	37 500	112 500	20 000	10 000	30 000
AUVERGNE	120 000	60 000	180 000	50 000	25 000	75 000
BOURGOGNE	234 000	116 000	350 000	233 000	117 000	350 000
BRETAGNE	500 000	250 000	750 000	500 000	250 000	750 000
Côtes d'Armor	-	-	-	66 500	-	66 500
Finistère	-	-	-	-	-	-
CENTRE	533 300	266 700	800 000	563 700	153 300	717 000
CHAMPAGNE-ARD.	-	-	-	-	-	-
CORSE	200 000	100 000	300 000	1 110 000	450 000	1 560 000
FRANCHE-COMTÉ	126 600	33 400	160 000	100 000	50 000	150 000
GUADELOUPE	333 340	166 660	500 000	153 300	76 700	230 000
GUYANE	-	-	-	70 000	35 000	105 000
ÎLE-DE-FRANCE	10 000 000	1 000 000	11 000 000	2 000 000	1 000 000	3 000 000
Seine-Saint-Denis	-	-	-	-	-	-
Paris	-	-	-	-	-	-
LANGUEDOC-ROUS.	483 000	242 000	725 000	334 000	166 000	500 000
LIMOUSIN	380 000	190 000	570 000	440 000	220 000	660 000
LORRAINE	200 000	100 000	300 000	252 000	126 000	378 000
MARTINIQUE	200 000	100 000	300 000	250 000	125 000	375 000
MIDI-PYRÉNÉES	168 000	84 000	252 000	544 000	272 000	816 000
NORD-PAS DE C.	533 500	266 600	800 100	1 170 000	510 000	1 680 000
BASSE-NORMANDIE	-	-	-	120 000	60 000	180 000
HAUTE-NORMANDIE	200 000	100 000	300 000	312 000	156 000	468 000
PAYS DE LA LOIRE	310 000	155 000	465 000	310 000	155 000	465 000
PICARDIE	-	-	-	100 000	50 000	150 000
POITOU-CHARENTES	340 000	170 000	510 000	875 000	410 000	1 285 000
Charente	200 000	100 000	300 000	917 350	388 650	1 306 000
Charente-Maritime	133 350	66 650	200 000	215 000	88 000	303 000
Deux-Sèvres	50 000	-	50 000	20 000	-	20 000
Vienne	16 700	8 350	25 050	12 650	6 350	19 000
PACA	1 233 300	616 700	1 850 000	806 700	403 300	1 210 000
Alpes-Maritimes	300 000	150 000	450 000	-	-	-
RÉUNION	904 833	100 000	1 004 833	804 833	333 330	1 138 163
RHÔNE-ALPES	2 000 000	1 000 000	3 000 000	1 000 000	500 000	1 500 000
Haute-Savoie	-	-	-	150 000	75 000	225 000
TOTAL	20 902 923	6 043 560	26 946 483	14 835 033	6 869 130	21 704 163

CONVENTIONS 2012

Engagements financiers en 2012 en euros. TITRE 1 : création, production et accueil de tournages.

Titre I des conventions 2012	Accueil de tournages			Formation professionnelle et métiers de la création
	Collectivités	CNC	Total accueil de tournages	Collectivités
ALSACE	104 336	-	104 336	-
Strasbourg	95 400	-	95 400	-
AQUITAINE	215 500	-	215 500	30 000
Landes	-	-	-	-
Pyrénées-Atlantiques	30 000	-	30 000	-
AUVERGNE	125 000	-	125 000	-
BOURGOGNE	112 000	-	112 000	-
BRETAGNE	220 000	-	220 000	49 193
Côtes d'Armor	-	-	-	10 000
Finistère	-	-	-	-
CENTRE	110 000	10 000	120 000	-
CHAMPAGNE-ARDENNE	87 000	-	87 000	-
CORSE	80 000	-	80 000	-
FRANCHE-COMTÉ	40 000	-	40 000	-
GADELOUPE	80 000	-	80 000	30 500
GUYANE	-	-	-	5 000
ÎLE-DE-FRANCE	-	-	-	-
Seine-Saint-Denis	-	-	-	-
Paris	-	-	-	-
LANGUEDOC-ROUSSILLON	233 000	-	233 000	19 000
LIMOUSIN	250 000	-	250 000	-
LORRAINE	125 000	-	125 000	10 000
MARTINIQUE	-	-	-	40 000
MIDI-PYRÉNÉES	105 200	-	105 200	56 480
NORD-PAS DE CALAIS	75 999	-	75 999	78 816
BASSE-NORMANDIE	80 000	-	80 000	-
HAUTE-NORMANDIE	83 000	-	83 000	14 000
PAYS DE LA LOIRE	133 000	-	133 000	40 000
PICARDIE	96 000	-	96 000	-
POITOU-CHARENTES	45 000	-	45 000	-
Charente	-	-	-	-
Charente-Maritime	-	-	-	-
Deux-Sèvres	-	-	-	-
Vienne	-	-	-	-
PACA	80 000	-	80 000	46 000
Alpes-Maritimes	-	-	-	-
RÉUNION	290 000	-	290 000	203 147
RHÔNE-ALPES	124 000	-	124 000	190 000
Haute-Savoie	-	-	-	-
TOTAL	3 019 435	10 000	3 029 435	822 136

CONVENTIONS 2012

Engagements financiers en 2012 en euros. TITRE 1 : création, production et accueil de tournages.

Titre I des conventions 2012	Total des crédits du Titre I		
Collectivités	Total Collectivités	Total CNC	Total collectivités et CNC
ALSACE	901 422	350 000	1 251 422
Strasbourg	628 400	266 500	894 900
AQUITAINE	1 966 500	770 000	2 736 500
Landes	100 000	50 000	150 000
Pyrénées-Atlantiques	180 000	60 000	240 000
AUVERGNE	425 000	150 000	575 000
BOURGOGNE	676 000	266 000	942 000
BRETAGNE	1 814 193	670 000	2 484 193
Côtes d'Armor	123 500	-	123 500
Finistère	100 000	50 000	150 000
CENTRE	1 750 000	600 000	2 350 000
CHAMPAGNE-ARDENNE	297 000	105 000	402 000
CORSE	2 030 000	700 000	2 730 000
FRANCHE-COMTÉ	346 600	123 400	470 000
GUADELOUPE	817 140	283 360	1 100 500
GUYANE	135 000	60 000	195 000
ÎLE-DE-FRANCE	12 000 000	2 000 000	14 000 000
Seine-Saint-Denis	140 000	50 000	190 000
Paris	180 000	90 000	270 000
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 373 000	465 000	1 838 000
LIMOUSIN	1 291 000	500 000	1 791 000
LORRAINE	714 000	259 000	973 000
MARTINIQUE	670 000	281 500	951 500
MIDI-PYRÉNÉES	1 142 680	415 000	1 557 680
NORD-PAS DE CALAIS	2 664 815	910 000	3 574 815
BASSE-NORMANDIE	480 000	150 000	630 000
HAUTE-NORMANDIE	880 000	350 000	1 230 000
PAYS DE LA LOIRE	1 208 000	465 000	1 673 000
PICARDIE	326 000	110 000	436 000
POITOU-CHARENTES	1 485 000	660 000	2 145 000
Charente	1 261 350	538 650	1 800 000
Charente-Maritime	397 700	172 300	570 000
Deux-Sèvres	100 000	-	100 000
Vienne	100 000	44 050	144 050
PACA	2 544 300	1 086 700	3 631 000
Alpes-Maritimes	300 000	150 000	450 000
RÉUNION	2 302 942	461 000	2 763 942
RHÔNE-ALPES	3 818 000	1 640 000	5 458 000
Haute-Savoie	150 000	75 000	225 000
TOTAL	47 819 542	15 377 460	63 197 002

CONVENTIONS 2012

Engagements financiers en 2012 en euros. TITRE 2 : éducation artistique, diffusion culturelle et développement des publics.

Titre II des conventions 2012	Lycéens et apprentis au cinéma			Passeurs d'images		
	Collectivités	DRAC	Total LYCEENS	Collectivités	DRAC	Total PASSEURS
ALSACE	35 000	35 500	70 500	-	43 000	43 000
Strasbourg	-	-	-	-	-	-
AQUITAINE	54 000	25 000	79 000	50 000	58 500	108 500
Landes	-	-	-	5 500	-	5 500
Pyrénées-Atlantiques	-	-	-	-	-	-
AUVERGNE	23 600	21 100	44 700	8 000	42 000	50 000
BOURGOGNE	55 000	20 000	75 000	35 000	25 000	60 000
BRETAGNE	72 000	20 000	92 000	18 000	76 000	94 000
Côtes d'Armor	-	-	-	-	-	-
Finistère	-	-	-	-	-	-
CENTRE	100 000	33 000	133 000	35 000	62 000	97 000
CHAMPAGNE-ARD.	30 500	21 000	51 500	30 000	21 000	51 000
CORSE	26 274	15 000	41 274	-	-	-
FRANCHE-COMTÉ	40 000	15 000	55 000	-	26 000	26 000
GADELOUPE	40 000	5 000	45 000	10 000	43 000	53 000
GUYANE	3 500	3 333	6 833	4 000	11 000	15 000
ÎLE-DE-FRANCE	685 000	34 000	719 000	80 000	80 000	160 000
Seine-Saint-Denis	-	-	-	-	-	-
Paris	-	-	-	-	-	-
LANGUEDOC-ROUS.	142 500	28 756	171 256	10 000	34 800	44 800
LIMOUSIN	36 500	23 800	60 300	22 500	31 722	54 222
LORRAINE	18 000	14 488	32 488	10 000	49 400	59 400
MARTINIQUE	41 000	10 000	51 000	30 000	75 000	105 000
MIDI-PYRÉNÉES	150 000	22 000	172 000	-	35 000	35 000
NORD-PAS DE C.	261 000	46 000	307 000	67 500	75 000	142 500
BASSE-NORMANDIE	33 000	33 000	66 000	17 500	30 475	47 975
HAUTE-NORMANDIE	110 000	36 195	146 195	12 000	66 500	78 500
PAYS DE LA LOIRE	55 000	45 000	100 000	12 000	72 000	84 000
PICARDIE	103 000	51 500	154 500	-	50 500	50 500
POITOU-CHARENTES	27 500	3 500	31 000	20 000	33 000	53 000
Charente	-	-	-	-	-	-
Charente-Maritime	-	-	-	-	-	-
Deux-Sèvres	-	-	-	-	-	-
Vienne	-	-	-	-	-	-
PACA	127 000	43 950	170 950	15 000	35 000	50 000
Alpes-Maritimes	-	-	-	-	-	-
RÉUNION	49 728	10 000	59 728	10 000	35 000	45 000
RHÔNE-ALPES	277 000	57 000	334 000	25 000	91 000	116 000
Haute-Savoie	-	-	-	9 600	-	9 600
TOTAL	2 596 102	673 122	3 269 224	536 600	1 201 897	1 738 497

CONVENTIONS 2012

Engagements financiers en 2012 en euros. TITRE 2 : éducation artistique, diffusion culturelle et développement des publics.

Titre II des conventions 2012	Pôles régionaux d'éducation artistique de formation au cinéma et à l'audiovisuel			Autres actions de diffusion culturelle			
	Collectivités	Collectivités	DRAC	Total PÔLES	Collectivités	DRAC	CNC
ALSACE	-	37 000	37 000	304 344	161 391	-	465 735
Strasbourg	-	-	-	-	-	-	-
AQUITAINE	32 000	23 000	55 000	693 500	201 154	559 000	1 453 654
Landes	-	-	-	166 300	-	-	166 300
Pyrénées-Atlantiques	-	-	-	162 762	-	-	162 762
AUVERGNE	47 800	70 000	117 800	360 500	191 280	246 000	797 780
BOURGOGNE	-	-	-	231 000	74 700	-	305 700
BRETAGNE	-	-	-	699 000	241 600	53 500	994 100
Côtes d'Armor	-	-	-	206 000	-	-	206 000
Finistère	-	-	-	407 452	-	-	407 452
CENTRE	150 000	68 700	218 700	297 400	232 050	43 000	572 450
CHAMPAGNE-ARD.	-	-	-	201 000	72 056	-	273 056
CORSE	-	-	-	47 900	5 000	-	52 900
FRANCHE-COMTÉ	50 000	30 000	80 000	220 000	40 960	90 000	350 960
GUADELOUPE	8 000	-	8 000	422 000	60 720	-	482 720
GUYANE	-	-	-	7 500	18 000	-	25 500
ÎLE-DE-FRANCE	-	-	-	1 571 000	626 100	159 000	2 356 100
Seine-Saint-Denis	-	-	-	1 573 100	-	-	1 573 100
Paris	-	-	-	1 804 800	275 000	50 000	2 129 800
LANGUEDOC-ROUS.	122 000	341 587	463 587	377 000	334 800	57 000	768 800
LIMOUSIN	58 000	124 305	182 305	113 391	36 000	29 000	178 391
LORRAINE	-	10 000	10 000	332 500	104 035	-	436 535
MARTINIQUE	-	-	-	59 000	35 230	-	94 230
MIDI-PYRÉNÉES	-	-	-	380 640	148 180	59 000	587 820
NORD-PAS DE C.	-	-	-	839 500	198 500	59 000	1 097 000
BASSE-NORMANDIE	61 754	99 750	161 504	325 300	94 000	-	419 300
HAUTE-NORMANDIE	40 000	195 362	235 362	28 000	96 130	-	124 130
PAYS DE LA LOIRE	-	-	-	422 000	216 856	179 000	817 856
PICARDIE	310 500	52 500	363 000	303 500	78 500	159 000	541 000
POITOU-CHARENTES	140 000	27 000	167 000	523 020	168 400	199 000	890 420
Charente	-	-	-	-	-	-	-
Charente-Maritime	-	-	-	-	-	-	-
Deux-Sèvres	-	-	-	-	-	-	-
Vienne	-	-	-	-	-	-	-
PACA	120 000	42 000	162 000	1 314 500	214 280	150 000	1 678 780
Alpes-Maritimes	-	-	-	665 600	4 000	-	669 600
RÉUNION	-	-	-	174 000	60 000	-	234 000
RHÔNE-ALPES	50 000	35 000	85 000	3 184 000	638 925	650 700	4 473 625
Haute-Savoie	-	-	-	245 400	34 200	-	279 600
TOTAL	1 190 054	1 156 204	2 346 258	18 662 909	4 662 047	2 742 200	26 067 156

CONVENTIONS 2012

Engagements financiers en 2012 en euros. TITRE 3 : exploitation cinématographique et actions de conservation et patrimoine.

Titre III des conventions 2012	Aide aux salles de cinéma	Actions de conservation et patrimoine			
		Collectivités	DRAC	CNC	Collectivités et CNC-DRAC
ALSACE	720 000	-	-	-	-
Strasbourg	-	-	-	-	-
AQUITAINE	500 000	-	-	-	-
Landes	47 900	-	-	-	-
Pyrénées-Atlantiques	15 800	-	-	-	-
AUVERGNE	150 000	-	-	-	-
BOURGOGNE	200 000	-	-	-	-
BRETAGNE	1 700 000	320 000	8 000	-	328 000
Côtes d'Armor	53 000	40 000	-	-	40 000
Finistère	-	57 000	-	-	57 000
CENTRE	391 300	232 000	31 200	-	263 200
CHAMPAGNE-ARDENNE	220 971	-	-	-	-
CORSE	-	-	-	-	-
FRANCHE-COMTÉ	200 000	-	-	-	-
GUADELOUPE	-	10 000	-	-	10 000
GUYANE	-	-	-	-	-
ÎLE-DE-FRANCE	3 000 000	-	-	-	-
Seine-Saint-Denis	100 000	-	-	-	-
Paris	1 360 155	-	-	-	-
LANGUEDOC-ROUSS.	200 000	88 000	20 000	50 000	158 000
LIMOUSIN	250 000	38 641	50 680	-	89 321
LORRAINE	202 000	50 000	-	-	50 000
MARTINIQUE	-	-	-	-	-
MIDI-PYRÉNÉES	-	227 000	-	618 000	845 000
NORD-PAS DE CALAIS	-	-	-	-	-
BASSE-NORMANDIE	-	-	-	-	-
HAUTE-NORMANDIE	-	135 000	-	-	135 000
PAYS DE LA LOIRE	350 000	-	-	-	-
PICARDIE	200 000	-	-	-	-
POITOU-CHARENTES	-	-	-	-	-
Charente	-	-	-	-	-
Charente-Maritime	-	-	-	-	-
Deux-Sèvres	-	-	-	-	-
Vienne	-	-	-	-	-
PACA	360 000	84 000	-	-	84 000
Alpes-Maritimes	432 750	-	-	-	-
RÉUNION	-	-	-	-	-
RHÔNE-ALPES	1 800 000	495 000	-	765 000	1 260 000
Haute-Savoie	347 100	70 000	-	-	70 000
TOTAL	12 800 976	1 846 641	109 880	1 433 000	3 389 521

CONVENTIONS 2012

Engagements financiers en 2012 en euros. TITRE 3 : exploitation cinématographique et actions de conservation et patrimoine.

Titre II et III des conventions 2012	Total des crédits du Titre II et du Titre III		
	Collectivités	Total DRAC+CNC	Collectivités, DRAC et CNC
ALSACE	1 059 344	276 891	1 336 235
Strasbourg	-	-	-
AQUITAINE	1 329 500	866 654	2 196 154
Landes	219 700	-	219 700
Pyrénées-Atlantiques	178 562	-	178 562
AUVERGNE	589 900	570 380	1 160 280
BOURGOGNE	521 000	119 700	640 700
BRETAGNE	2 809 000	399 100	3 208 100
Côtes d'Armor	299 000	-	299 000
Finistère	464 452	-	464 452
CENTRE	1 205 700	469 950	1 675 650
CHAMPAGNE-ARDENNE	482 471	114 056	596 527
CORSE	74 174	20 000	94 174
FRANCHE-COMTÉ	510 000	201 960	711 960
GUADELOUPE	490 000	108 720	598 720
GUYANE	15 000	32 333	47 333
ÎLE-DE-FRANCE	5 336 000	899 100	6 235 100
Seine-Saint-Denis	1 673 100	-	1 673 100
Paris	3 164 955	325 000	3 489 955
LANGUEDOC-ROUSS.	939 500	866 943	1 806 443
LIMOUSIN	519 032	295 507	814 539
LORRAINE	612 500	177 923	790 423
MARTINIQUE	130 000	120 230	250 230
MIDI-PYRÉNÉES	757 640	882 180	1 639 820
NORD-PAS DE CALAIS	1 168 000	378 500	1 546 500
BASSE-NORMANDIE	437 554	257 225	694 779
HAUTE-NORMANDIE	325 000	394 187	719 187
PAYS DE LA LOIRE	839 000	512 856	1 351 856
PICARDIE	917 000	392 000	1 309 000
POITOU-CHARENTES	710 520	430 900	1 141 420
Charente	-	-	-
Charente-Maritime	-	-	-
Deux-Sèvres	-	-	-
Vienne	-	-	-
PACA	2 020 500	485 230	2 505 730
Alpes-Maritimes	1 098 350	4 000	1 102 350
RÉUNION	233 728	105 000	338 728
RHÔNE-ALPES	5 831 000	2 237 625	8 068 625
Haute-Savoie	672 100	34 200	706 300
TOTAL	37 633 282	11 978 350	49 611 632